ACTION

N° 8 ● MERCREDI 12 JUIN ● PRIX MINIMUM : 0,50 F ● Ce journal a été réalisé au Service des Comités d'Action, avec le soutien de l'UNEF, du SNESup et des Comités d'Action Lycéens.

2 morts ça suffit, qu'il parte !

L'ÉPREUVE DE FORCE

Après Meulan, c'est à Sochaux que le pouvoir a frappé, avec coups de crosse et balles de 9 mm dans le dos. C'est une entreprise délibérée d'aggravation de la répression, une entreprise qui porte ses fruits. Ce nouveau meurtre est d'ailleurs perpétré dans le même temps que se déclenche, des journaux de concierge jusqu'à l'honorable « Monde », une campagne de presse contre l'avant-garde du mouvement. Fort des compromis qu'il a réussi à faire accepter aux centrales syndicales, le gouvernement veut pousser son avantage en amenant celles-ci par l'emploi de la terreur, à abandonner les grévistes. Le gouvernement engage ainsi une épreuve de force devant laquelle il faut prendre nos responsabilités. Allons-nous, devant l'emploi du meurtre comme instrument politique, nous cantonner dans les cérémonies de deuil et les manifestations de principe ?

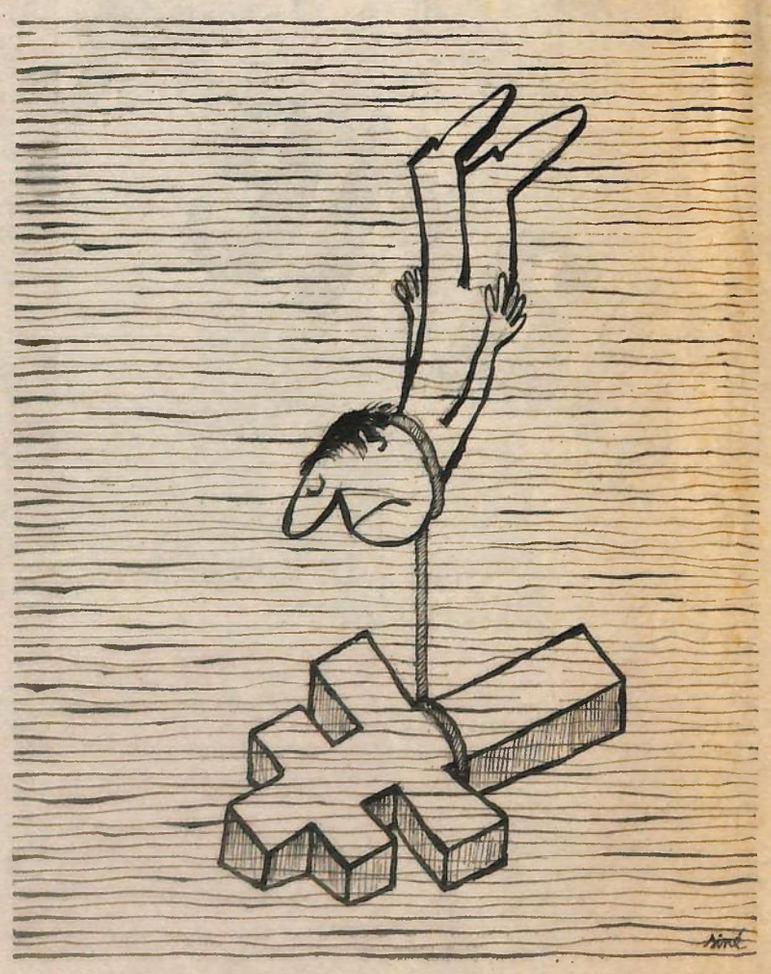
Hypocritement, le pouvoir feint de s'étonner qu'au troisième jour de la campagne électorale les grèves continuent. Ceux qui les poursuivent, à cause des carences du mouvement ouvrier, n'ont pu exprimer que des revendications immédiates. Mais, sur la simple satisfaction de ces revendications, ils savent aujourd'hui à quoi s'en tenir. L'encre des compromis entre patronat et syndicats n'est pas encore sèche que déjà les experts annoncent une hausse des prix de 11 % pour l'année à venir. C'est pourquoi ceux qui se battent, le font à l'heure actuelle, pour le maintien de leur niveau de vie. Et s'ils se battent pendant la campagne électorale si chère à nos politiciens, c'est qu'il est évident que leurs problèmes ne seront pas réglés par les élections. La hausse des prix consécutive à la hausse des salaires, c'est la logique du capitalisme.

Les travailleurs se heurtent à un problème de système et pas à un problème de majorité parlementaire. C'est le pouvoir qui est en question.

Après avoir une première fois versé dans l'électoralisme, les organisations qui se réclament de la classe ouvrière vont-elles continuer à agiter, comme on l'a vu avant-hier au Palais des Sports, des drapeaux tricolores ?

On ne laisse pas impunément le champ libre à la répression.

Les manifestants de cette nuit ont choisi : ils refusent de cautionner un système qui ne recule pas devant le meurtre. C'est pourquoi ils ont brûlé les panneaux électoraux, symbole d'un jeu qui réduit les travailleurs au silence.



LES CHIENS DE GARDE HURLENT A LA RÉPRESSION

Une fois de plus la presse française vient de faire preuve de son abjection. Le nuage de fumée dans lequel elle tente de dissimuler les responsables du crime de Meulan soulève le cœur : « Circonstances mystérieuses » Le Parisien libéré, « Circonstances controversées Le Monde, « Il a pris peur, il s'est jeté à l'eau » Paris Presse, « Un lycéen s'est noyé près de Flins pour échapper aux gendarmes » Paris Jour, « C'est pour se soustraire à un contrôle de police qu'un groupe d'étudiants s'était jeté dans la Seine près de Meulan » Le Figaro. Un peu plus, et l'on parlerait d'une baignade d'agrément au cours de laquelle un jeune imprudent a trouvé une fin tragique. Et que dire de l'euphémisme « contrôle de police » lorsque l'on sait ce qu'il recouvre : matraquage et ratonnade.

Mais il y a plus grave : avec un ensemble touchant, la presse et la radio commencent à se préoccuper, sous des prétextes divers, de la situation créée par l'existence de « bastions étudiants » et de facultés occupées. Cette convergence n'est pas étonnante. Dans Le Figaro le « sociologue » chien-de-garde de la bourgeoisie, Raymond Aron : Alors que « les ouvriers ont presque tous repris le travail », les facultés restent occupées. La raison, c'est l'action d'une minorité qui à la faveur de beaucoup d'enseignants, grâce à l'immobilisme politique de la masse des étudiants et des professeurs traditionnels, sont en train de réussir une opération proprement subversive ». Le plus intelligent des idéologues bourgeois devient un crétin lorsque le mouvement des masses ébranle le pouvoir de sa classe. M. Raymond Aron n'échappe pas à la règle : il ne trouve rien de mieux que la théorie éculée des meneurs.

Cette « analyse », qui démontre à quel niveau se situe le « maître » de la sociologie universitaire française, débouche sur un appel à la constitution « d'un vaste comité de défense et de rénovation de l'université française ». La Sorbonne aura son C.D.R., et la poignée d'enseignants-flics qui cherchaient un chef l'ont trouvé : R. Aron.

Tandis que Paris-Jour, dans le ton populiste, verse des larmes de crocodiles sur l'inquiétude des parents qui se demandents s'ils pourront partir en vacances, La Croix dénonce les « quelques centaines d'étudiants révolutionnaires » qui font la loi à l'Université : « Avec une maîtrise consommée, ils font tous les jours l'analyse de la situation et exploitent chaque difficulté ou chaque incident pour créer et propager une situation révolutionnaire ». Paris-Presse, sous le titre « La seule solution », appelle à la suppression des ilôts « insurrectionnels dans les facultés ».

La signification politique de ce concert est clair : c'est un appel à la répression. Insidieusement la presse bourgeoise demande que soient chassés les barbares qui campent au cœur de la cité : dans les facultés et dans les usines. Demain, elle hurlera avec les loups. La bourgeoisie a peur : elle croyait avoir noyé le mouvement des masses dans la mare électorale. Le mouvement réapparait : les chiens de garde se mettent à aboyer. Au moment où la répression vient de tuer, les valets de plume appellent à la cessation de la violence. Pour les manifestants bien sûr ! Pas pour les flics armés et casqués ! Ce qu'ils veulent, c'est que les masses abdiquent devant la violence policière. Aux élections ! Aux élections ! Le slogan pourtant ne fait pas recette : les efforts faits pour gonfler la baudruche parlementaire se révèlent vains.

LA MILICE DU GÉNÉRAL

Le 27 mai dernier, le Président de la République — impuissant à résoudre par les voies habituelles la crise engendrée par dix ans de pouvoir gaulliste — appelait la population à se constituer en Comités de Défense de la République (C.D.R.) et autres Comités d'Action Civique, sous le contrôle direct des préfets, rebaptisés pour la circonstance : commissaires de la République.

Ce faisant, il donnait le feu vert à ses commandos du S.A.C. (Sections d'Action Civique : provoquateurs, matraqueurs et, le cas échéant, tueurs occultes du Régime) pour organiser sur tout le territoire des réseaux armés capables, si besoin est, de maintenir par la force une dictature gaulliste. Par là même, il sortait de la légalité.

Il est urgent de dénoncer cette milice que de Gaulle est prêt à lancer dans la guerre civile et de mettre en garde les Français qui seraient tentés de la rejoindre.

Quelle est donc cette milice ?

A l'origine, il y a le B.C.R.A. service de « renseignements » gaulliste créé à Londres sous l'occupation. C'est dans ses rangs que furent recrutés les principaux animateurs du Service d'ordre du R.P.F., dirigé par SERRE, PONCHARDIER et quelques autres.

Ce S.O. déborde vite — il fallait s'y attendre, vu sa composition — les fonctions habituelles de ce genre d'organisation pour devenir, après le départ de de Gaulle à Colombey, une police parallèle clandestine : barbouzes et commandos d'intervention.

Tout le monde sait le rôle que jouèrent ces groupes dans la préparation du 13 mai 1958 et dans sa récupération au profit de l'homme du 18 juin.

La prise du pouvoir par de Gaulle fit sortir de la clandestinité ces polices parallèles. Elles furent prises en main par des hommes comme Alexandre SANGUINETTI, Paul COMITI et Charles MATTEI qui formèrent les Sections d'Action Civique (S.A.C.), tels les tristement célèbres « commandos Simca » (briseurs de grève recrutés aux usines Simca et payés par la Direction pour faire ce sale boulot) qui envoyèrent à l'hôpital plus d'un responsable syndical.

Aujourd'hui, Roger FREY a repris en main ces milices et les utilise pour former et noyauter les C.D.R. et Comités d'Action Civique (C.A.C.), pour forger LA MILICE DU GENERAL.

Son idéologie :

Anticommunisme résolu et sommaire. Gaullisme viscéral ou alimentaire. C'est tout.

Combien sont-ils ces miliciens gaullistes ? En temps normal, quelques centaines (5 000-6 000, disent certains, mais ce chiffre nous parait excessif) bien payés, bien armés, — armes à feu comprises), couverts par des cartes de la Sûreté. En période de crise — c'est le cas semble-t-il actuellement — ils peuvent décupler leurs effectifs.

A leur tête, entre 70 et 80 « responsables » qui sont seuls connus de la « maison-mère » de la rue de Solférino. Chacun d'entre eux recrute librement ses hommes et les forme selon ses propres méthodes. Leur solde est très élevée : avec les indemnités, ils touchent chaque mois, plus d'un million d'anciens francs.

Leur rôle dans les C.D.R. et les C.A.C. est, au départ, de donner l'impulsion, ensuite de renforcer l'un ou l'autre en difficulté.

Les méthodes sont celles que l'on imagine : intimidation, chantage, provocation, brutalité, meurtre si nécessaire.

Leur mobilité est très grande. Ils se déplacent souvent dans des « Estafettes » Renault accompagnées de deux ou trois voitures.

En période électorale, ils sévicent aux points chauds, protègent les affiches des candidats du régime, attaquent sauvagement les colleurs des candidats de l'opposition.

La place qu'ils tiennent dans les événements actuels se situe, pour l'instant, au niveau du mouchardage — ils sont plus d'un à la Sorbonne — et de la provocation.

Ils ont, en de nombreux endroits, noyauté et même dirigé les briseurs de grève. Ils ont aidé les « bons étudiants » à tenter de récupérer certains locaux universitaires.

La nuit du 10 au 11 juin, alors que les forces de police encerclaient et grenadaient la Sorbonne, nous avons repéré au milieu des « flics » plusieurs membres du C.D.R. (ruban tricolore marqué C.D.R. sur la manche).

Il faut s'attendre, dans les jours et semaines qui viennent, à un « durcissement » de ces miliciens. Ils reprochent déjà à de Gaulle sa « mollesse ». Ils sont prêts pour la guerre civile et la veulent.

Nous voulons une démocratie pacifique, mais nous ne capitulerons pas devant eux.

LYCÉES : POUR LA GRÈVE ACTIVE

Ce matin, mercredi, sur ordre du Bureau national du S.N.E.S., les cours devraient reprendre dans les lycées. Il semble pourtant qu'un mouvement de résistance s'amorce au niveau des C.A.L. qui durcissent leurs positions, suivis en cela par certains professeurs. La tête de file du mouvement est le lycée Henri-IV dont les élèves ont décrété « l'autonomie pédagogique ». Depuis le 4 juin, en effet, la grève à Henri-IV a été une grève active : deux grandes sections ont été créées, l'une regroupant les élèves de troisièmes et secondes, l'autre ceux des premières et terminales. A l'intérieur de ces deux sections, ont été formés des groupes de travail de 20 à 25 maximum, rassemblant les élèves de tous les niveaux, sauf en ce qui concerne les matières scientifiques où il faut tenir compte des connaissances. A cela s'ajoutent de larges débats politiques et des activités culturelles.

Nous signalons que le lycée Henri-IV appelle tous les lycéens qui veulent continuer la grève à venir participer à cette expérience d'autonomie pédagogique, et à ne pas assister aux cours normaux ».

Au lycée Louis-le-Grand, malgré l'ordre de reprise des cours, le travail en commissions doit continuer. Un meeting doit également avoir lieu afin d'informer les élèves qui n'ont pas participé à l'occupation du lycée, sur la situation politique. Certains cours reprendront sans doute, mais des délégués du C.A.L. demanderont qu'ils soient transformés en discussions politiques.

La volonté de lutte est en tout cas très nette au lycée Rodin qui a été réoccupé par les élèves dans la nuit de lundi.

La situation y est la suivante : le Comité professeurs-élèves élu depuis le 8 mai et reconnu par le proviseur en ce qui concerne la gestion des locaux pendant la grève, l'organisation des commissions, l'étude des revendications, est dissous depuis l'ordre de reprise du S.N.E.S. Les cours devraient reprendre seulement jeudi. Le C.A.L. demandera mercredi après-midi aux élèves de se prononcer sur la reprise des cours. Une certaine tension règne au lycée Rodin du fait de l'attitude du proviseur qui s'estime libéré des promesses faites au Comité professeurs-élèves. Il était acquis en effet que l'information politique serait libre (journaux, affiches, tracts signés) et qu'un local serait attribué à la propagande, et également que des délégués des élèves assisteraient au conseil de classe en ce qui concerne l'obtention du bac.

Ces quelques exemples prouvent que la décision du S.N.E.S. de reprendre les cours risque de freiner les initiatives fructueuses des lycéens et professeurs solidaires. Cependant, l'unanimité semble se faire sur le refus du bac Pompidou au profit du bac préconisé par le S.N.E.S. et qui consiste à faire examiner par le conseil de classe chaque cas, en

APRÈS LES MEURTRES, LES RÉPONSES DE LA RUE

Un lycéen tué à Flins : lundi soir, à la Sorbonne, la confirmation de la nouvelle avait provoqué toute la nuit une riposte spontanée des étudiants, des jeunes et de la population ; très vite, le nombre des manifestants était passé de 50 à 500, de 1 000 à 5 000 ; sur la Seine, les ponts étaient bloqués ; le pouvoir provoquait l'affrontement dès lors inévitable. A minuit, le commissariat du 5e arrondissement était attaqué aux cris de « Gouvernement, assassin », « Ils ont tué nos camarades » ! Toute la nuit, autour de la Sorbonne, la colère avait nourri la combativité, prolongeant la bataille pusqu'au matin. A 7 h., la Sorbonne subissait les derniers assauts : les « flics » lançaient leurs grenades à travers les fenêtres du premier étage, blessant très gravement deux étudiants.

Hier matin, à Sochaux, derrière les barricades construites par les grévistes de Peugeot, la police tuait un deuxième camarade. On apprenait la nouvelle de l'expulsion de plusieurs camarades étrangers.

SUR LA RIVE DROITE

A la répression du pouvoir, toute la journée, ont répondu des meetings et de petites manifestations qui, le soir, ont convergé vers la gare de l'Est en une manifestation centrale. L'après-midi, les radios annonçaient l'arrestation de petits groupes de manifestants : lycéens à Monge, étudiants à la gare de l'Est. Place Monge, c'est une véritable rafle aux jeunes que tentent d'organiser les forces de la répression. Avec beaucoup de mal car les habitants du quartier prennent le parti des lycéens qui étaient venu là à l'appel des C.A.L. Dès 18 h. les abords de la gare de l'Est sont investis par la police. Tous ceux qui sortent des métros sont embarqués ; à la Sorbonne, on conseille de partir seulement en cortège pour éviter les arrestations.

Le boulevard Sébastopol est bloqué alors que de partout, aux cris de « Vengeons nos camarades ! », arrivent les cortèges de manifestants. Les cordons de police séparent les groupes massés à tous les carrefours (Réaumur - Sébastopol, République, Turbigo..). Dès 19 h., les premiers incidents : un motard qui fend la foule est pris à partie sur le boulevard Sébastopol.

A quelques centaines de mètres, les chauffeurs de taxis parisiens qui, toute la journée, ont bloqué la circulation devant le ministère des Finances, se rassemblent rue Réaumur devant le siège de « France-Soir ». Le journal a donné une version entièrement fausse de leurs revendications. Les manifestants commencent à bombarder la façade, brisant toutes les vitres du rez-de-chaussée. La direction leur promet de faire publier un rectificatif. « Si ce n'est pas fait, nous reviendrons » promettent les taxis.

A l'angle du Sébasto, sur le chemin de la République, ils arrêtent une camionnette de livraison de « France-Soir » et mettent le feu à sa cargaison de journaux. Des gardes mobiles arrivent par la rue Réaumur. Premières grenades.

19 h. 30. Chantant l'Internationale et criant « De Gaulle assassin », plusieurs milliers d'étudiants remontent vers Barbès. Trois cars de flics sont lapidés entre Pigalle et Blanche. En tête du cortège, une banderole « Mallarmé en deuil » : c'est le lycée de Gilles TAUTIN, noyé à Meulan. Certains étudiants sont armés de piquets : ce sont les débris de panneaux électoraux arrachés sur le boulevard.

Vers 19 h. 30, rue Rambuteau, les « flics » chargent pour la première fois ; des renforts de la police parisienne arrivent sur le boulevard Sébastopol, prenant à revers une autre partie des manifestants. Aux abords de Réaumur, puis de Rambuteau, les premières grenades éclatent : les groupes refluent, se disloquent, se reforment ; la mobilité est de règle.

Il est près de 20 heures. Les groupes se dirigent vers Saint-Lazare ou vers le Quartier Latin. On apprend que 300 camarades ont réussi à se dégager de la gare de l'Est et qu'ils se dirigent eux aussi vers Saint-Lazare. Là, à 21 heures, ils seront plusieurs milliers à partir en direction des grands boulevards, puis du Louvre.

EN ROUTE VERS LE QUARTIER

21 heures, le cortège parti de la gare Saint-Lazare, passe par le carrefour Châteaudun (on a crié « capitulards » devant le Comité Central), Richelieu-Drouot (car de flic incendié), au Carrousel (drapeau décroché), la rue des Saints-Pères — arrive à Saint-Germain. Premier accrochage sérieux bd Saint-Germain. Les brigades spéciales de la P.P. chargent. Les flics utilisent les lance-pierres.

22 heures. Des barricades se dressent un peu partout : fac des sciences, rue de Buci, derrière l'Odéon, au carrefour St-Jacques - Saint-Germain.

22 h 30. Des manifestants sont retranchés dans la nouvelle fac de Médecine et expédient des cocktails Molotov sur les flics.

A MONTPARNASSE

23 h. Un bulldozer et un camion trouvés sur le chantier de l'ancienne gare Montparnasse ont servi à édifier les barricades qui, vers 23 h., ont transformé la place de Rennes en camp retranché. Toutes les rues étaient bouchées par des amoncellements de madriers, de plaques de tôles, de barres de fer et de pavés.

Mais les étudiants n'ont pu résister au tir de barrage de grenades OF qui a précédé l'attaque des C.R.S. vers minuit. Avant de décrocher ils ont mis le feu, l'une après l'autre, aux barricades. Il y a eu peu de blessés. Les manifestants se sont repliés sur le boulevard Montparnasse, en direction de Duroc.

Malgré un nombre très élevé d'arrestations, malgré le dispositif policier gigantesque mis en œuvre, des dizaines de milliers d'étudiants et de travailleurs ont manifesté : afin que force reste à la rue.

UN CAMP A VINCENNES

Un camp de concentration : c'est le dernier gadget du pouvoir policier. Ce camp a fait ses preuves, si l'on peut dire : Frey, déjà, y parquait les militants algériens aux pires heures de la guerre d'indépendance.

Entouré de barbelés, il se trouve sur le polygone de Vincennes. Les cars de police bourrés de manifestants entassés comme dans les wagons à bestiaux s'y sont engouffrés la nuit dernière vers 1 heure. Beaujon ne suffisait plus : dans la France de de Gaulle, la matraque va plus vite que l'intendance.

SOCHAUX : LES TUEURS ONT BATTU EN RETRAITE

SOCHAUX : Depuis 3 h du matin, mardi, heure de l'investissement brutal des usines Peugeot par les C.R.S., la bataille a été pratiquement ininterrompue. Face à la résistance acharnée des travailleurs le préfet a cédé. A 21 h 30 les C.R.S. ont évacué l'usine.

Lundi après-midi, un vote sur la reprise du travail donne une très faible majorité pour la fin de la grève. La direction de Peugeot annonce alors que les heures de travail perdues du fait des jours de grève seront récupérées le samedi, autant de fois qu'il le faudra. Quant au paiement des jours de grève, la direction se contente d'annoncer qu'elle fournira une avance de 50 % sur les heures supplémentaires que feront les ouvriers. Dès que la nouvelle est connue, les jeunes travailleurs parcourent l'usine et appellent les ouvriers à cesser le travail. Quelques heures plus tard, tous les travailleurs ont quitté l'usine.

Dans la nuit de lundi à mardi, à 3 heures du matin, la direction fait appel aux C.R.S. : les piquets de grève qui résistent sont matraqués. Aussitôt, quelques jeunes travailleurs commencent à se battre aux abords de l'usine ; les ouvriers qui arrivent pour la relève de 4 heures se joignent au combat : grenades lacrymogènes contre pierres ; des barricades sont édifiées aux alentours de l'usine.

Dans la matinée les forces de l'ordre quadrillent Montbéliard et ses environs. Le mardi matin, la bataille fait rage : les manifestants s'emparent d'un car de C.R.S. D'autres C.R.S., postés plus loin, tirent au fusil, deux ouvriers sont tombés : l'un, Bernard BEYLOT meurt quelques heures plus tard, l'autre est très gravement blessé.

Dans la journée, les gens sont venus de tous les environs : ce sont des travailleurs des usines, notamment ceux d'Alsthom de Belfort, des habitants de la région, des étudiants de Besançon.

En début d'après-midi les bagarres reprennent. Des groupes de jeunes ouvriers tentent de forcer l'entrée de certains ateliers occupés. Tandis qu'un véritable tir de barrage est déclenché à l'aide de pierres et de boulons par leurs camarades ils se lancent à l'assaut des murs. Certains réussissent à atteindre la cour de l'usine.. Les C.R.S. répondent à coups de grenades lacrymogènes. Peu après 15 heures des gendarmes mobiles arrivent à la rescousse. Le convoi est lapidé. Un motard de la gendarmerie, touché par une pierre tombe. Sa moto est incendiée mais il peut monter dans une des voitures.

Vers 16 heures une sortie en force permet aux C.R.S. de repousser les manifestants jusqu'au pont du chemin de fer. Les flics sont bombardés à coups de pierres et de tuiles.

A 18 heures, les délégués syndicaux annoncent qu'ils ont obtenu l'assurance du retrait des policiers. Ceux-ci en effet, ont quitté l'usine vers 21 h 30.

A partir de 22 heurs, les ouvriers et les habitants de Sochaux se dirigent vers l'usine et y pénètrent ; on y discute en contemplant la carcasse brûlée d'un car de police. L'atmosphère est celle de la victoire : une bataille a été gagnée. Hier, solidaires des ouvriers de Sochaux, les ouvriers des usines Peugeot de Valentigney et Audincourt ont arrêté le travail. Aujourd'hui la lutte continue : les débrayages seront nombreux.

TOULOUSE

Cinq mille étudiants — à l'appel des C.A.R. et du Mouvement du 25 avril — ont manifesté dans Toulouse avant de mettre à sac les locaux de l'U.D.R., boulevard Carnot. Les débris des meubles qu'ils ont brisés leur ont servi à édifier des barricades.

Les C.R.S. ont dû appeler les gendarmes en renfort et prendre d'assaut 22 barricades dans le centre. Vers 2 h. on se battait encore place Esquirol.

SAINT-NAZAIRE

A l'issue du meeting des métallos, place de l'Hôtel-de-Ville, plus de cinq cents jeunes manifestants ont encerclé la sous-préfecture vers 20 h 30. Les policiers ont répliqué à coups de grenades. Des barricades ont été dressées dans le centre. Les accrochages ont fait plus de 30 blessés chez les manifestants et 10 chez les flics.

LYON

Un commando de grévistes a réussi à réoccuper, mardi matin, vers 4 h 30, les locaux de l'usine Berliet à Montplaisir, tenue par les « jaunes ». Actuellement, sur les 16 000 ouvriers de Berliet, 1 000 seulement ont repris le travail.

Hier soir, les étudiants (2 000 environ), ont tenté de gagner le fort Montluc, où une de leurs camarades est emprisonnée depuis le 24 mai. Stoppés par la police, les étudiants sont allés, par petits groupes rendre visite aux métallos.

présence des délégués des élèves et des représentants des associations de parents d'élèves. Un examen d'appel oral pourrait avoir lieu en septembre pour les candidats non reçus.

Il est évident en tout cas que les C.A.L. sont décidés à aller plus loin. L'arrêt tout à fait contestable de la grève leur permettra cependant de poursuivre le travail d'explication politique à la totalité des élèves, cette fois.

A CITROËN LA POLICE DISPERSE LES JAUNES

Citroën, 11 juin. — Hier matin, huit cents cadres et agents de maîtrise, entraînant quelques ouvriers, ont ébauché une manifestation pour la liberté du travail. Le journal « Le Monde » parle « objectivement » de personnes voulant reprendre le travail. La manifestation a voulu se rendre au Ministère du Travail. Les délégués n'ont pas été reçus par le ministre. Comble d'ironie, la police a dispersé les « jaunes » au pont de l'Alma. A tous les militants nous conseillons cependant de surveiller tous les matins, à 6 h 30 - 7 heures, le quai de Javel et la rue de Balard. Les étudiants menacés du destin de flics-cadres, nous n'accepterons pas que les cadres de Citroën continuent leur sale besogne de briseurs de grève. A la Sorbonne se réunissent des « cadres contestataires » : voilà une action révolutionnaire concrète pour eux.

C.S.F. LEVALLOIS : INGÉNIEURS, CADRES ET OUVRIERS REFUSENT L'INTIMIDATION

CSF, Levallois. — L'usine de la CSF à Levallois n'est pas un « bastion rouge ». L'autogestion n'a pas été expérimentée comme à la CSF - Brest, l'organisation de la grève n'est pas puissante comme à CSF - Issy-les-Moulineaux : le piquet de grève, composé des militants syndicaux, se contente d'empêcher l'accès de l'usine.

Cependant, la grève y dure depuis cinq semaines, comme dans toute la métallurgie (les syndicats de l'électronique font partie de la Fédération des Métaux), car le patronat se cramponne aux accords de Grenelle qui lui permettent de refuser toutes les discussions sous prétexte de raisons supérieures et à la suite des déclarations optimistes des syndicats à l'issue des premières négociations.

Par l'intermédiaire de cadres dévoués, la direction a tenté, le lundi 10 juin, une manœuvre d'intimidation qui a fait long feu : d'abord, à cause de la détermination des grévistes et aussi parce que beaucoup d'ingénieurs et de cadres désapprouvent ces agitations activistes et en ont assez de l'attitude des directeurs qui, anciens militaires de la Marine, se croient encore sur le navire « seul Maître après Dieu ».

Le vote suscité par la direction, mardi 11 juin, — à bulletin secret et avec contrôle d'huissier —, boycotté par les syndicats, a recueilli 840 voix pour la reprise contre 122... sur un effectif de 2 300 personnes.

La direction, accusant le coup, a renoncé à « faire appel aux masses » et a demandé que chacun rentre chez soi en attendant d'être convoqué par la voie hiérarchique ou tout autre moyen d'information.

Cela montre que la direction n'a d'autre solution que le recul mais les syndicats de Levallois porteraient une lourde responsabilité si, en se contentant de miettes, ils abandonnaient les autres centres de pointe de la CSF, Brest et Issy-les-Moulineaux qui doivent rester pour eux un exemple.

C.S.F. ISSY : AU MÉPRIS DES LOIS LA GRÈVE CONTINUE

11 juin. — La direction de la CSF d'Issy-les-Moulineaux — 2 400 employés — organise ce matine, place du Marché, à 200 mètres des usines, un vote à bulletin secret pour la reprise du travail. Le comité de grève refuse de participer à cette consultation : « Nous ne reconnaissons pas ce vote comme valable, ce n'est pas la direction qui a décidé la grève, ce n'est pas à elle de décider si on reprend le travail. La seule façon de faire cesser la grève c'est d'accepter toutes nos revendications (salariales et de participation à la gestion). Ce n'est pas bien difficile financièrement pour la banque de Paris et des Pays-Bas qui contrôle la Thomson et la CSF, environ 64 000 personnes ».

Les contacts avec la direction, Danzin pour la CSF et Buissonnier pour la Thomson, sont rompus depuis dimanche après-midi. Les directeurs généraux ne peuvent en aucun cas dépasser les accords de Grenelle car « financièrement, la société ne pourrait supporter ces nouvelles charges ».

Pourtant, certaines revendications présentées par les grévistes n'entraînent pas, comme le dit malignement un des membres du comité de grève, des sacrifices financiers pour l'entreprise. Les grévistes demandent, par exemple, la reconnaissance du droit syndical, mais encore ils veulent organiser dans l'usine des comités de base par atelier, par bureau. Ces comités regrouperaient au maximum 50 à 100 personnes et éliraient des représentants au comité d'établissement. Dans ces comités, selon les propres termes de deux membres du comité de grève, serait organisée d'abord la contestation ce qui permettrait un début d'initiation pour la participation active des travailleurs aux décisons. Dans tous les cas, dès le début, les comtés de base pourraient s'occuper des problèmes tels que ceux de l'embauche, de la promotion, de l'organisation et des conditions du travail, de l'autodiscipline. Tandis que le comité d'établissement disposerait du pouvoir de décision sur le plan économique.

Toute l'organisation intérieure de l'usine est donc remise en question et dans les comités de base constitués par les grévistes ce qui est discuté en priorité c'est la participation des travailleurs aux décisions et l'autodiscipline. Un point semble acquis d'ores et déjà, c'est que les ouvriers n'accepteront plus de se laisser organiser dictatorialement à l'intérieur de cette usine. Ils exigent, une de leur banderole en fait foi : « Le respect de l'individu et la fin d'une certaine discipline et des brimades ».

GUENA : FIN DE NON RECEVOIR

Maison de l'O.R.T.F., 11 juin. — A propos de l'O.R.T.F. comme de la métallurgie, de Gaulle a dit : « Je ne négocie pas sous la grève ». Son Guéna voudrait bien céder, comme il a dû céder aux Postes, mais un Guéna n'est que le servile porte-voix de son maître. L'arrogance du pouvoir n'a d'autre effet que de souder l'unité de l'intersyndicale. Le syndicat unifié des techniciens a lancé un ultimatum aux cadres pour que ceux-ci définissent leur position. Les cadres se sont déclarés solidaires du personnel en grève. Ils ont refusé toutes collaborations du personnel extérieur à l'O.R.T.F. que la direction a voulu utiliser. Ils ont refusé de remplacer les techniciens aux postes de commande des émetteurs. De toute façon, les techniciens ont reçu de leur syndicat ordre de s'opposer physiquement à toute tentative de ce genre.

L'opération Jéricho, du moins sur Paris, se termine aujourd'hui à 18 h 30 : tous les téléspectateurs vont manifester autour du Palais de la Radio. Les téléspectateurs seront plus exigeants que ces journalistes du « Monde » et du « Figaro » qui ont osé manifester pour l'objectivité et continuent de plus belle à « faire la vérité » sur la lutte des ouvriers en essayant de blanchir l'assassinat de Flins et de calomnier les étudiants. Contre ces journalistes-là, il faudra d'autres Jéricho, plus violents. En attendant, l'expérience va se poursuivre en province, dans toutes les villes où il existe un centre de radio et de télévision. De même, pour les meetings politico-culturels, une ville va être particulièrement soignée : Périgueux où le ministre Guéna se présente aux élections législatives.

Une délégation de l'Intersyndicale de l'O.R.T.F. s'est rendue hier chez le ministre qui l'a reçue pendant deux heures et demie environ. Il ressort de cet entretien que le gouvernement se refuse à envisager une réforme du statut de l'office. En ce qui concerne l'objectivité de l'information, le ministre Guéna s'est borné à dire qu'il veillerait à ce que les rédacteurs en chef des journaux télévisés et parlés consultent leurs journalistes ! La lutte se poursuit donc à l'O.R.T.F.

Le directeur de la publication : Jean-Pierre VIGIER

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Grandes Imprimeries « Paris Centre »
142, rue Montmartre
Paris (2e)

Document

UNE EXPERIENCE DE POUVOIR OUVRIER : LES CONSEILS D'USINE A TURIN EN 1920

Le document qui suit est un rapport adressé en juillet 1920 au Comité Exécutif de l'Internationale Communiste sur les événements dont Turin venait d'être le théâtre. Une forme originale (pour l'Europe occidentale) d'organisation ouvrière était apparue : les conseils d'usine. Ce mouvement devait marquer profondément l'histoire du mouvement ouvrier italien. L'examen des problèmes soulevés par cette expérience nous semble devoir être rapproché de l'enquête sur Nantes parue à cette place dans les deux derniers numéros. Non pour établir une analogie formelle entre deux situations historiques différentes mais pour mieux développer nos luttes actuelles.

Un des membres de la délégation italienne, récemment rentré de la Russie soviétique, rapporta aux travailleurs de Turin que la tribune destinée à accueillir leur délégation à Kronstadt était ornée de l'inscription suivante : « Vive la grève générale de Turin d'avril 1920 ! »

Les ouvriers ont accueilli cette nouvelle avec beaucoup de plaisir et une grande satisfaction. La plupart de ceux qui composaient la délégation italienne qui s'est rendue en Russie avaient été opposés à la grève générale d'avril. Ils soutenaient dans leurs articles que les ouvriers turinois avaient été victimes d'une illusion et avaient surestimé l'importance de la grève. Aussi les travailleurs de Turin ont-ils appris avec plaisir le geste de sympathie des camarades de Kronstadt et ils se sont dit : « Nos camarades communistes russes ont mieux compris et mieux jugé l'importance de la grève d'avril que les opportunistes italiens et ils ont donné à ces derniers une bonne leçon. »

LA GREVE D'AVRIL

Le mouvement turinois d'avril fut en effet un événement grandiose non seulement pour le prolétariat italien mais pour le prolétariat européen, et nous pouvons le dire, pour l'histoire du prolétariat mondial.

Pour la première fois dans l'histoire on a pu en effet observer le cas d'un prolétariat qui engage la lutte pour le contrôle d ela production, sans avoir été poussé à l'action par la faim ou par le chômage. De plus, ce n'a pas été seulement une minorité, une avant-garde de la classe ouvrière qui a entrepris la lutte, mais la masse entière des travailleurs de Turin qui est entrée dans la bataille et qui a lutté, sans se soucier des privations et des sacrifices, jusqu'au bout.

Les ouvriers de la métallurgie ont fait grève un mois, les autres catégories dix jours. La grève générale des dix derniers jours s'est étendue dans tout le Piémont, mobilisant environ un demi-million d'ouvriers de l'industrie et de l'agriculture, intéressant donc près de quatre millions de gens.

Les capitalistes italiens ont rassemblé toutes leurs forces pour étouffer le mouvement ouvreir turinois; tous les moyens de l'Etat bourgeois ont été mis à leur disposition, alors que les ouvriers ont soutenu seuls la lutte, sans aucune aide, ni de la direction du Parti socialiste, ni de la Confédération Générale du Travail. Même, les dirigeants du Parti et de la Confédération se sont moqués des travailleurs de Turin et ont fait tout leur possible pour empêcher les travailleurs et paysans italiens de lancer la moindre action révolutionnaire par laquelle ils entendaient manifester leur solidarité avec leurs frères turinois, et leur apporter une aide efficace.

Mais les ouvriers de Turin n'ont pas perdu courage. Ils ont supporté tout le poids de la réaction capitaliste, ils sont restés disciplinés jusqu'au dernier moment et ils sont restés, même après la défaite, fidèles au drapeau du communisme et de la révolution mondiale.

ANARCHISTES ET SYNDICALISTES

La propagande des anarchistes et des syndicalistes contre la discipline de parti et la dictature du prolétariat n'a eu aucune influence sur les masses, même lorsque, à cause de la trahison des dirigeants, la grève se termina par une défaite. Les travailleurs turinois jurèrent même d'intensifier la lutte révolutionnaire et de la mener sur deux fronts : d'une part contre la bourgeoisie victorieuse, de l'autre contre les chefs qui avaient trahi.

La conscience et la discipline révolutionnaire dont les masses turinoises ont fait preuve ont leur base historique dans les conditions économiques et politiques dans lesquelles s'est développée la lutte de classe à Turin.

Turin est un centre purement industriel. Presque les trois quarts de la population, qui compte un demi-million d'habitants, est composée d'ouvriers; les éléments petits-bourgeois sont en nombre infime. Il y a en outre à Turin une masse compacte d'employés et de techniciens, qui sont organisés dans les syndicats et adhèrent à la Bourse du Travail. Ils ont été aux côtés des ouvriers durant toutes les grandes grèves et ont donc, en grande partie, sinon tous, acquis la psychologie du vrai prolétaire, en lutte contre le capital, pour la révolution et le communisme.

LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

La production turinoise, vue du dehors, est parfaitement centralisée et homogène. L'industrie métallurgique, avec environ cent cinquante mille ouvriers et dix mille employés et techniciens, occupe la première place. Dans les seules usines Fiat travaillent trente-cinq mille ouvriers, employés et techniciens; dans les principales usines de cette firme sont employés seize mille ouvriers qui fabriquent des automobiles de tout genre selon les systèmes les plus modernes et les plus perfectionnés.

La production des automobiles est caractéristique de l'industrie turinoise. La plus grande partie de la main-d'œuvre est formée par des ouvriers qualifiés et des techniciens, qui n'ont cependant pas la mentalité petite-bourgeoise des ouvriers qualifiés des autres pays, par exemple de l'Angleterre.

La production automobile, qui occupe la première place dans l'industrie métallurgique, a subordonné à elle d'autres branches de la production, comme l'industrie du bois et celle du caoutchouc.

Les métallurgistes forment l'avant-garde du prolétariat turinois. Etant donné les caractères particuliers de cette industrie, chaque mouvement de ses ouvriers devient un mouvement général de masse et prend un caractère révolutionnaire et politique, même si, au début, il n'avait que des obectifs d'ordre syndical.

Turin possède une seule organisation syndicale importante forte de 90 000 membres, la Bourse du Travail. Les groupes anarchistes et syndicalistes existants n'ont presque aucune influence sur la masse des ouvriers, qui se tient fermement et résolument aux côtés de la section du Parti socialiste, composée, en majeure partie, par des ouvriers communistes.

Le mouvement communiste dispose des organismes de combat suivants : la section du Parti avec 1 500 inscrits, 28 cercles avec 10 000 membres et 23 organisations de la jeunesse avec 2 000 adhérents.

Dans chaque entreprise existe un groupe communiste permanent avec son propre organe de direction. Les groupes particuliers s'unissent selon la position topographique de leur entreprise, en groupes de quartier, relevant d'un comité de direction au sein de la section du Parti, qui concentre dans ses mains l'ensemble du mouvement communiste de la ville et la direction des masses ouvrières.

TURIN, CAPITALE DE L'ITALIE

Avant la révolution bourgeoise, qui créa l'organisation bourgeoise actuelle de l'Italie, Turin était la capitale d'un petit Etat qui comprenait le Piémont, la Ligurie et la Sardaigne. A cette époque c'étaient la petite industrie et le commerce qui dominaient à Turin.

Après l'unification du royaume d'Italie et le transfert de la capitale à Rome, il semblait que Turin courût le risque de perdre son importance. Mais la ville surmonta rapidement la crise économique et devint un des centres industriels les plus importants d'Italie. On peut dire que l'Italie a trois capitales : Rome comme centre administratif de l'Etat bourgeois, Milan comme centre commercial et financier du pays (toutes les banques, tous les bureaux commerciaux et les établissements financiers sont concentrés à Milan), et enfin Turin comme centre industriel, où la production industrielle a atteint son plus haut développement. Avec le transfert de la capitale à Rome on vit émigrer de Turin toute la petite et moyenne bourgeoisie intellectuelle qui fournit au nouvel Etat bourgeois le personnel administratif nécessaire à son fonctionnement : le développement de la grande industrie attira par contre à Turin la fleur de la classe ouvrière italienne. Le processus de développement de cette ville est, du point de vue de l'histoire italienne et de la révolution prolétarienne en Italie, extrêmement intéressant.

Le prolétariat turinois est ainsi devenu le dirigeant spirituel des masses ouvrières italiennes qui sont attachées à cette ville par de nombreux liens : parenté, tradition, histoire, ainsi que par des liens d'ordre spirituel (l'idéal pour chaque ouvrier italien est de pouvoir travailler à Turin).

Tout cela explique pourquoi les masses ouvrières de toute l'Italie étaient désireuses, au point d'aller jusqu'à s'opposer à la volonté de leurs chefs, de manifester leur solidarité avec la grève générale de Turin; les masses voient dans cette ville le centre, la capitale de la révolution communiste, le Pétrograd de la révolution prolétarienne en Italie.

DEUX INSURRECTIONS ARMÉES

Pendant la guerre impérialiste de 1914-1918, Turin a connu deux insurrections armées : la première, qui éclata en mai 1915, avait pour but d'empêcher l'intervention de l'Italie dans la guerre contre l'Allemagne (c'est à cette occasion que fut mise à sac la Maison du Peuple); la seconde insurrection, en août 1917, prit le caractère d'une lutte révolutionnaire armée, sur une grande échelle.

La nouvelle de la Révolution de mars (1) en Russie avait été accueillie à Turin avec une joie indescriptible. Les ouvriers pleurèrent d'émotion lorsqu'ils apprirent que le pouvoir du Tsar avait été renversé par les ouvriers de Pétrograd. Mais les travailleurs de Turin ne se laissèrent pas tromper par la phraséologie démagogique de Kérenski et des menchéviks. Lorsque, en juillet 1917 arriva à Turin la mission envoyée en Europe occidentale par le Soviet de Pétrograd, les délégués Sminov et Goldemberg, qui se présentèrent devant une foule de cinquante mille ouvriers, furent accueillis aux cris assourdissants de « Vive Lénine ! Vivent les bolchéviks ! »

Goldemberg n'était pas très satisfait de cet accueil : il n'arrivait pas à comprendre comment le camarade Lénine avait pu acquérir une si grande popularité auprès des ouvriers de Turin. Et il ne faut pas oublier que cet épisode s'est produit après la répression de la révolte bolchévik de juillet, que la presse bourgeoise italienne exhalait sa fureur contre Lénine et contre les bolchéviks, en les traitant de brigands, d'intrigants, d'agents et d'espions de l'impérialisme allemand.

Depuis le début de la guerre italienne (24 mai 1915) le prolétariat de Turin n'avait fait aucune manifestation de masse.

(1) Il s'agit de la Révolution de Février selon l'ancien calendrier tsariste.

(A suivre.)